

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 17 2014

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

**11 2014.RRGR.610 Motion 116-2014 Hofmann (Berne, PS)
BKW transgresse la politique gouvernementale**

N° de l'intervention: 116-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 02.06.2014
Déposée par: Hofmann (Berne, PS) (porte-parole)
Cosignataires: 17
Urgence: refusée le 05.06.2014
N° d'ACE: 1204/2014 du 15 octobre 2014
Direction: TTE

BKW transgresse la politique gouvernementale

Le Conseil-exécutif est chargé, en sa qualité d'actionnaire majoritaire de BKW, d'exiger de la société qu'elle se retire du groupe de recourants opposés au réseau de mesure de la radioactivité dans l'environnement URAnet.

Développement

Dans le *Bund* du 8 mai dernier, on pouvait lire l'information suivante : « BKW, Axpo, KKW Gösgen et KKW Leibstadt AG refusent de financer le réseau URAnet. Il était prévu à l'origine de poser les premières sondes pour mesurer la radioactivité de l'Aar et du Rhin cette année et de remplacer le système de surveillance de l'air une année plus tard. » [trad.]

Les organisations en question ont formé ensemble recours contre la construction du réseau de mesure.

Après la catastrophe de Fukushima, il est apparu clairement que le risque de contamination radioactive de l'eau était nettement sous-estimé dans notre pays. Si au Japon, on a observé des rejets radioactifs dans la mer, à Mühleberg, ces rejets s'écoulent dans l'Aar, puis, à travers le Mittelland, dans le lac de Bienne. La contamination de l'Aar serait désastreuse pour les captages d'eau potable.

Dans l'article du *Bund*, on lit encore : « La découverte de césium radioactif en provenance de Mühleberg dans le lac de Bienne l'été dernier a fait des vagues. Certes, les valeurs limite étaient loin d'être atteintes. Mais l'étonnement initial des autorités face à l'augmentation de la radioactivité a mis en évidence les graves lacunes du système de surveillance de la radioactivité dans les eaux. » [trad.]

Il apparaît donc que le déversement d'isotopes radioactifs dans l'Aar est problématique, même en cas « d'exploitation normale ». Raison pour laquelle j'avais déposé une interpellation à ce sujet le 10 septembre 2013. J'avais découvert alors que Mühleberg déverse nettement plus de rejets radioactifs que les autres centrales suisses, fait d'ailleurs confirmé par le Conseil-exécutif dans sa réponse.

Une autre citation du *Bund* : « Dans sa réponse à des interventions déposées par les Verts, le Conseil fédéral a reconnu que les systèmes actuels de mesure sont insuffisants. Mais, dès le 15 mai 2013, il a décidé la mise en place d'un nouveau réseau automatique de mesure de la radioactivité de l'air et, c'est nouveau, de l'eau. » [trad.]

La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie n'est pas restée inactive non plus : dès le mois de janvier 2013, elle affirmait clairement (dans une prise de position adressée à l'IFSN) que Mühleberg devait réduire et contrôler ses rejets radioactifs. C'est ce qu'elle affirmait dans la réponse à mon interpellation susmentionnée.

Une dernière citation du *Bund* : « Le recours des exploitants va retarder le processus, comme le confirme Sybille Estier, la responsable de la Section URA Radioactivité de l'environnement de

l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). » [trad.] Ces retards totalisent au moins une année, peut-être plus. L'OFSP juge lui aussi manifestement urgente la mise en place du réseau de mesure.

Pourquoi BKW a-t-elle toutes les raisons de se retirer du groupe de recourants ?

Mühleberg présente diverses caractéristiques qui lui sont propres :

1. Le Conseil-exécutif juge urgent de mettre en place un réseau de mesure et de réduire les rejets radioactifs. L'attitude de BKW, qui a fait recours, sabote donc les intentions du gouvernement. Le réseau en question conditionne en effet la réalisation de toutes les autres mesures.
2. D'après la BZ du 6 mai, BKW est la seule exploitante de centrale nucléaire de Suisse dans laquelle le canton détient une participation majoritaire.
3. Mühleberg est de toutes les centrales suisses celle qui déverse le plus de substances radioactives en régime d'exploitation normale (cf. ci-dessus).

Comparée aux bénéfices de Mühleberg (déclaration de Madame Thoma dans la BZ du 19.4.2014 : « La fermeture de la centrale va réduire les bénéfices de BWK de 120 millions par an. » [trad.]), la somme sur laquelle porte le litige est très modeste : 350 000 par an pendant 15 ans, toutes centrales confondues. Et BKW ne devrait en payer qu'une partie. C'est de la négligence pure d'empêcher la mise en place d'un réseau de mesure pour une somme aussi ridicule.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif partage l'avis du motionnaire selon lequel, dans le domaine des centrales nucléaires, la sécurité – et avec elle les systèmes qui permettent de la mesurer et de la surveiller – est tout à fait centrale. Dans toutes les décisions relatives à la stratégie et à l'exploitation, il est impératif d'accorder à la sécurité une priorité absolue. Que BKW participe ou non à la procédure juridique en question n'a cependant pas de répercussions directes qui seraient significatives sur le plan de la sécurité. Le Conseil fédéral a fait savoir qu'il avancera les fonds nécessaires au financement du réseau de mesure dans l'eau, de manière à ce que le recours n'entraîne pas de retards à ce niveau. Il s'agit ici d'une décision de nature purement procédurale, qui relève de la responsabilité de la direction de BKW. Le Conseil-exécutif estime qu'il n'y a en l'occurrence pas lieu de se mêler de cette question qui relève de la compétence opérationnelle de BKW.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire n°11, motion 116-2014 de M. Hoffmann, «BKW transgresse la politique gouvernementale». Cette motion est rejetée par le Conseil-exécutif. M. Hofmann, annoncez-vous et vous aurez ensuite la parole.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Die Antwort der Regierung ist kurz – allzu kurz – und zudem ungenau. Eine bessere Antwort gab der Bundesrat am 2. Juli 2014 auf eine ähnlichen Vorstoss im Nationalrat von Nationalrätin Martina Munz. Der Titel ihrer Anfrage war: «Überwachung der Radioaktivität durchsetzen». Es sollen zwei neue Überwachungssysteme für Radioaktivitätsmessungen gebaut werden, eines für Gewässer und eines für die Luft. Das System für Gewässer kostet wesentlich weniger, ist aber dringlicher, denn bisher gab es gar keine Messungen, die unabhängig von den Betreibern der AKW vorgenommen wurden. Die AKW haben einfach während Jahrzehnten radioaktive Abfälle in die Aare abgelassen und nahmen diese Messungen selber vor. In Zukunft ist die Idee, dass man solche Messungen unabhängig von den Betreibern installieren würde. Die Messsysteme, das hat die Regierung richtig bemerkt, werden vom Bund vorfinanziert. Das heisst, die Rekurse der AKW-Betreiber haben also keinen Einfluss auf das Zeitprogramm für die Installierung der Systeme. Wahrscheinlich hat dazu auch die Anfrage von

Frau Munz etwas beigetragen.

Das Überwachungssystem der Luft ist wesentlich teurer als das für das Wasser, und es wird nicht vorfinanziert. Hier kann man natürlich sagen, es würden bereits jetzt Luftmessungen auf Radioaktivität hin durchgeführt. Aber den Einwand, dass es dies bereits gibt, kann man so beantworten – ich zitiere aus der Antwort des Bundesrats auf den Vorstoss Munz: «... das vom BAG betriebene Netz für die Luftüberwachung ist veraltet.» Die Verzögerung der Installation eines neuen Luftüberwachungssystems wird also mindestens ein Jahr – je nach Ausgang des Prozesses auch mehr als ein Jahr – dauern. So lange wird man also nach dem Willen der BKW und der anderen AKW-Betreiber die Luft mit einem veralteten System überwachen. Das heisst, das Ganze ist eben doch sicherheitsrelevant, und nicht wie die Regierung anführt, überhaupt nicht sicherheitsrelevant.

Es gibt aber noch einen gewichtigeren Einwand gegen die Antwort der Regierung. Gemäss Regierung soll es sich um einen «... rein verfahrenstechnischen Vorgehensentscheid, für den die Geschäftsleitung der BKW zuständig ist» handeln. Das erscheint mir völlig abwegig. Die zentrale Frage ist doch, ob hier das Verursacherprinzip gilt oder nicht. Die AKW-Betreiber inklusive BKW wenden sich gegen eine Kostenübernahme von 80 Prozent an den Überwachungssystemen. Das heisst, sie anerkennen schlicht und einfach das Verursacherprinzip nicht. Das erscheint mir doch als ziemlich gravierend. Der Fraktionssprecher der SP-JUSO-PSA-Fraktion wird sich dazu noch genauer äussern.

Gerhard Fischer, Meiringen (UDC). Die Antwort des Regierungsrats ist kurz. Kurz kann eben auch gut sein. Wir sind mit der Antwort des Regierungsrats einverstanden. Es entsteht ja keine Verzögerung, weil der Bundesrat klar gesagt hat, das Messnetz für das Wasser werde vorfinanziert. Und es geht hier um das Wasser; Herr Hofmann ist nun auf die Luft umgeschwenkt, aber seine Motion zielt auf das Wasser. Es geht vielleicht hier auch noch darum, die Grössenordnungen und Verhältnismässigkeiten zu sehen. Das haben auch Presseberichte gezeigt. Die Ergebnisse liegen ja weit unter den Grenzwerten. Wenn wir die Luftmesswerte betrachten, so leben wir im Haslital bekanntlich um einiges oberhalb dessen, was um Mühleberg herum ist, ohne dass wir bei uns ein Kernkraftwerk hätten. Da könnten wir manchmal auch reklamieren. Kurz zusammengefasst ist die SVP mit der Antwort des Regierungsrats einverstanden und lehnt die Motion ganz klar ab.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Die Grünen danken Res Hofmann für den Vorstoss. Grossrat Hofmann hat in seinen Ausführungen den Sachverhalt klar dargestellt. Dem gibt es eigentlich nicht mehr viel beizufügen. Es ist hier ein ganz klarer Fall. Die allfällig ins Wasser oder in die Luft austretende Radioaktivität wird durch die AKW selber verursacht. Sie haben sich somit auch an den Kosten für diese Überwachung zu beteiligen. Es ist ganz klar, dass hier das Verursacherprinzip eingehalten werden muss. Nicht zuletzt ist ja auch der Bedarf an einem solchen Überwachungssystem klar nachgewiesen. Das ENSI fordert dies auch. Es ist ungeheuerlich und völlig unverständlich, dass sich die BKW gegen die Übernahme dieser Kosten sträubt, wo sie sich sonst doch so sehr mit dem Slogan «safety first» brüstet, den sie sich auf die Fahne geschrieben hat. Notabene sind diese Kosten ja auch nicht dermassen astronomisch. Wie man gesehen hat, sind es 350 000 Franken pro Jahr. Aufgeteilt auf fünf AKW ergibt dies 70 000 Franken pro Jahr. Das kann ja nicht so wahnsinnig viel sein. Wir sind deshalb auch etwas erstaunt über die Antwort des Regierungsrats, der sich hier mit dem Hinweis, es handle sich um ein operatives Geschäft, das nicht in seiner Verantwortung liege, aus der Affäre ziehen will. Es ist nicht nur bei der BKW sondern sicher auch bei anderen Unternehmen Aufgabe des Verwaltungsrats, bei wichtigen Entscheiden einzugreifen, wenn es nötig ist. Und hier ist unseres Erachtens ein korrigierendes Eingreifen nötig. Hier, werter Regierungsrat, ist es wirklich nötig! Ansonsten wird der Slogan «safety first» der BKW zu einer leeren Worthülse. Fazit: Die Grünen unterstützen die vorliegende Motion ganz klar und einstimmig. Wir bitten Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen, hier ein Zeichen zu setzen und dies ebenfalls zu tun. Die BKW muss auch hier ihre Verantwortung vollumfänglich übernehmen.

Pierre Masson, Langenthal (PS). In der Politik geht es nicht darum, viele Worte zu gebrauchen, sondern treffende. Das ist meines Erachtens dem Motionär in seinem Votum gelungen. Als Sprecher der SP-JUSO-PSA-Fraktion knüpfe ich an sein Votum an und nehme den Faden beim Stichwort «Verursacherprinzip» auf. Res Hofmann hat es erwähnt: Die Frage ist, ob hier das Verursacherprinzip gilt oder nicht. Die AKW-Betreiber, inklusive BKW, wehren sich gegen die Übernahme von 80 Prozent der Kosten für die geplanten Messsysteme. Das heisst, sie anerkennen

das Verursacherprinzip nicht. Betrachten wir einmal, was dazu in den Verfassungen festgehalten ist. Bundesverfassung, Artikel 74 Umwelt: «Die Kosten der Vermeidung und Beseitigung trägt der Verursacher». Kantonsverfassung, Artikel 31, Umweltschutz: «Kosten für Umweltschutzmassnahmen sind in der Regel nach dem Verursacherprinzip zu tragen.» Das heisst, die AKW-Betreiber müssten nicht nur 80 sondern 100 Prozent dieser Kosten für die Messsysteme übernehmen. Wenn ein massgeblich dem Staat gehörender Betrieb sich um das verfassungsrechtlich geltende Verursacherprinzip foutiert, dann mutet es einigermassen seltsam an, wenn die Regierung von einem rein verfahrenstechnischen Vorgehensentscheid spricht, für den die Geschäftsleitung zuständig ist. Ebenso mutete es seltsam an, dass der Regierungsrat keinen Anlass sieht, sich in dieser Frage in die operativen Zuständigkeiten der BKW einzumischen. Man kann auch mit so genannt operativen bzw. verfahrenstechnischen Massnahmen gegen die Verfassung verstossen, und in solchen Fällen müsste die Aufsichtspflicht der Regierung greifen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt die Motion.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Ich kann mich eigentlich relativ kurz fassen. Wir folgen hier dem Regierungsrat. Wir sehen es gleich wie er: Mit diesem Vorstoss wird der Fokus zu sehr auf das operative Geschäft gelegt. Wir finden, man müsse dort nicht dermassen in die Details eingreifen. Etwas möchten wir aber gleichwohl festhalten: Auch für uns ist natürlich der ökologische Aspekt ganz klar zentral, und wir sehen, dass dieser Aspekt hinter der Motion steht. Aber wenn man derart ins Detail eingreift, geht uns das fast zu weit. Wir möchten jetzt eigentlich lieber den strategischen Entscheid stützen, den die BKW gefällt hat, nämlich längerfristig auch ökologischer und nachhaltiger unterwegs zu sein. Wir wollen aber weiterhin kritisch ein Auge darauf richten, und dort zukünftig auch nachfragen, damit es in eine Richtung weitergeht, die auch wir als nachhaltig und zentral erachten.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Die BDP ist ja bekanntlich dezidiert für die Energiewende, und wir haben absolut nichts dagegen, dass im Sinne der Sicherheit der Bevölkerung diese Messgeräte finanziert und montiert werden; und zwar ohne Verzögerung. Das erachten wir aber auch ohne diese Motion als gewährleistet. Die Motion leistet unserer Ansicht nach keinen materiellen sicherheitsrelevanten Beitrag. Deshalb gehen wir mit dem Regierungsrat darin einig, dass sich die Politik nicht in die Zuständigkeiten der BKW einmischen soll. Wir lehnen die Motion einstimmig ab.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Auch für die FDP steht natürlich die Sicherheit im Zentrum, das ist keine Frage. Die Regierung zeigt aber auf, dass zurzeit eben keine sicherheitsrelevanten Risiken bestehen. Aus unserer Sicht ist klar die Geschäftsleitung der BKW dafür zuständig, diesen Entscheid zu fällen, und nicht der Verwaltungsrat. Im Übrigen hat die Geschäftsleitung selber mitgeteilt, sie wehre sich nicht gegen die Überwachung. Vielmehr wehre sie sich mit ihrer Beschwerde vor allem gegen die Überwälzung der Kosten an die Betreiber, weil dazu im Moment die gesetzlichen Grundlagen fehlten. Ich denke, das ist das Recht dieser Unternehmung. Die FDP lehnt die Motion einstimmig ab.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Die EVP-Fraktion war sich in dieser Frage nicht einig. Eine Minderheit unterstützt das Anliegen des Motionärs, wonach sich die Betreiber und Verursacher eigentlich nicht juristisch gegen ein Sicherheitskontrollsystem zur Wehr setzen können sollten. Eine Mehrheit vertrat die Ansicht, eine Motion sei das falsche Instrument, weil der Regierungsrat nicht auf das operative Geschäft einer AG Einfluss nehmen könne, wie wir dies auch bereits gehört haben. Zudem sei ja nicht zuletzt das ENSI für Sicherheitsfragen zuständig.

Auch wenn der Vorstoss nicht die geeignetste Form aufweist, sollte er aus meiner persönlichen Sicht aus zwei Gründen dennoch unterstützt werden: Bei dieser Hochrisikotechnologie – und hier wiederhole ich mich halt an diesem Rednerpult – gilt bezüglich Sicherheitsfragen aus meiner Sicht eine Nulltoleranzmarge. Wir müssen also alles einsetzen, was uns Hinweise darauf gibt, wo mit dieser Technologie ein Problem bestehen könnte. Der zweite Grund ist, dass bei dieser Technologie die Forderung nach der Kostenwahrheit und nach dem Verursacherprinzip mehr als überfällig ist. Auch hierin wiederhole ich mich.

La présidente. Je n'ai aucun député qui désire intervenir à titre individuel. M. Käser, c'est à vous.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich bitte Sie, die Formulierung

des Vorstosses, insbesondere die ersten beiden Zeilen, nochmals zu lesen. Mit einem solchen Vorstoss kann man natürlich eine Atomenergiedebatte lancieren. Aber diese beiden Zeilen sind relevant. Der Motionär möchte den Regierungsrat beauftragen, als Mehrheitsaktionär die BKW dringend aufzufordern, aus der Gruppe der Rekursführer gegen das Messnetz «Uranet» auszutreten. Deshalb ist die Antwort der Regierung so kurz. Die Regierung teilt die Ansicht des Motionärs absolut, wonach die Sicherheit, die Messbarkeit dieser Sicherheit und die Überwachung in Zusammenhang mit Atomkraftwerken zentral sind. Ob sich die BKW am konkret angesprochenen Rechtsverfahren – also demjenigen, das in den ersten beiden Zeilen der Motion genannt wird – beteiligt oder nicht beteiligt, hat aber rein gar nichts mit der Sicherheit zu tun. Der Bundesrat hat kommuniziert, er werde das Messnetz im Wasser vorfinanzieren. Dieses Messnetz wird also dort, wo man sicherheitsrelevante Messungen vornehmen kann, ohnehin eingeführt werden. Deshalb geht es für die Regierung hier um einen rein verfahrenstechnischen Vorgehensentscheid. Und für diesen ist die Geschäftsleitung der BKW zuständig und nicht der Regierungsrat des Kantons Bern. Deshalb beantrage ich Ihnen die Ablehnung dieser Motion.

La présidente. Nous sommes en débat libre. M. le motionnaire, vous voulez encore une fois la parole? – Non, donc nous passons au vote. Ceux qui acceptent la motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 44

Non 91

Abstentions 2

La présidente. Vous avez refusé cette motion.